

RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS

Entre manœuvre et compromis

Le «mécanisme indépendant de surveillance des élections» que Abdelaziz Bouteflika évoquait dans sa dernière «lettre à la nation», à l'occasion de la célébration du 61^e anniversaire de la Révolution du 1^{er} Novembre, aura dérouter de nombreux observateurs, notamment parmi l'opposition. Séduits par l'énoncé généreux de cette annonce générique, certains partis se sont même précipités à y voir une grande victoire démocratique.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Ils n'ont retenu de cette phrase que ce qu'ils voulaient retenir, le seul mot «indépendant», oubliant au passage un autre mot-clé, qui vient juste après : «surveillance». Il s'agit bien de «surveillance» et non pas de «supervision». La différence est, bien entendu, énorme ! Aussi grande que celle qui sépare les mots «structure» et «mécanisme». Il s'agit donc d'un «mécanisme» qui sera certes inséré dans la prochaine Constitution, et qui sera tout juste chargé de «surveiller» les élections.

Autrement dit, il ne va en rien différer de toutes les anciennes commissions de surveillance de toutes les élections organisées jusque-là. Mieux, ce que prévoit Bouteflika en la matière, sera une sorte de commission ou de structure indépendante non pas du pouvoir mais des... partis. Sciemment, Bouteflika n'a, à aucun moment, évoqué le mot «superviser», s'agissant de son mécanisme. Car, superviser une élection, c'est l'organiser. En

amont comme en aval. Comme en Afrique du Sud post Apartheid ou tout récemment en Tunisie, pour ne citer que ces deux exemples, où, pour garantir des élections libres et incontestables, il a été mis en place une structure indépendante, jouissant de l'autonomie financière et dont le budget est inscrit dans la loi de finances.

Composée de personnalités nationales à l'intégrité reconnue de tous et n'ayant plus aucune attache partisane ni fonction au sein de l'Etat depuis au moins cinq ans, la structure mise en place dans ces pays, est élue par le Parlement. Sa mission, sur une période de cinq ans, consiste à organiser toutes les élections, nationales, locales, présidentielles sans aucune interférence ni du ministère de l'Intérieur, ni de la justice ou d'aucune autre institution.

C'est cette même structure qui organise tout, à commencer par l'assainissement des listes électorales. C'est également elle qui fixe les règles du jeu entre les candidats, qui organise la cam-



Abdelaziz Bouteflika.

pagne électorale, qui chapeaute l'encadrement, l'opération électorale, les bureaux de vote, le dépouillement, et, enfin la proclamation des résultats.

Peut-on, du reste, raisonnablement imaginer un tel scénario angélique en Algérie avec, par exemple, une présidentielle où Bouteflika, candidat, attendra, comme tout le monde, les résultats de l'élection qu'annoncerait une personnalité qu'il n'a pas désignée lui-même ? C'est vrai-

ment faire preuve d'une naïveté désespérante ! Bouteflika, qui intervient y compris dans la désignation des présidents des partis, au FLN et au RND, notamment, qui désigne même leurs candidats aux législatives, puis, les présidents de l'APN et du Sénat, va-t-il se métamorphoser, à son âge, pour se suffire d'un poste honorifique, un peu comme la reine d'Angleterre et assistera-t-il, passif, au déroulement des élections ? Celui qui avait toujours

proclamé ne jamais être «un trois quarts de Président», va-t-il également instaurer, comme il s'y est engagé dans sa lettre, une vraie «séparation des pouvoirs», avec une justice indépendante qui lui échappe, un Parlement qui lui mènera la vie dure, un gouvernement qui lui sera imposé par une élection libre, etc. ? C'est vraiment mal connaître celui qui, se définissait, sur un autre plan, comme «le rédacteur en chef de l'APS, le directeur de l'ENTV» ou alors «le ministre de la Communication» comme il le fera comprendre à l'ancien ministre Abdelaziz Rehaoui en plein Conseil des ministres.

Enfin, et concernant l'autre «concession» accordée à l'opposition, qu'est la possibilité de saisir le Conseil constitutionnel, il faut juste rappeler, d'emblée, que la saisine est une chose, la réponse en est une autre.

Mourad Medelci, par exemple, rappelé à la tête de cette institution pour la mission que l'on sait, en automne 2013, va-t-il se surprendre, un jour, avec une décision favorable à un parti d'opposition au détriment de Bouteflika ou même du gouvernement ? C'est dire que «la séparation des pouvoirs» dans un système où tous les responsables des institutions sont des désignés, est une parfaite utopie !

K. A.

MÉCANISME INDÉPENDANT DE SURVEILLANCE DES ÉLECTIONS

Djaballah y voit une «manœuvre» du pouvoir

Emboitant le pas au reste des partis de l'opposition qui, pourtant, font du dossier un des axes majeurs de leur feuille de route convenue à l'occasion de la conférence de Zéralda, le parti de Abdallah Djaballah doute de la sincérité du pouvoir dans l'institution d'un mécanisme indépendant de surveillance des élections comme annoncé par le président de la République à l'occasion du 61^e anniversaire du déclenchement de la Révolution de Novembre 1954.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le conseil consultatif du front, réuni dimanche dernier en session ordinaire, trace, en effet, les contours de cette instance qui, jusqu'à maintenant, constitue une des promesses de discorde entre l'opposition et le pouvoir.

Pour le FJD, ladite instance constitutionnelle indépendante se chargera de l'organisation des élections dans toutes les étapes de l'opération électorale et à tous les niveaux dont la révision des listes électorales et l'étude des dossiers de candidature.

Elle offrira également les conditions matérielles et morales et supervisera l'opération de dépouillement et proclamera les résultats finaux.

Seule cette instance est à même de conférer à ces élections liberté et transparence car en dehors de ce cadre, le parti de Djaballah voit dans l'initiative du pouvoir une «manœuvre» au sujet de la revendication phare de l'opposition et

une «tromperie» de l'opinion publique.

Par ailleurs, le FJD estime que la révision constitutionnelle doit être la «plus profonde et la plus large possible», en sus de «consacrer les constantes de la Nation et les valeurs de sa personnalité, les droits et les libertés pour tous avec garantie de leur protection, un équilibre entre les prérogatives des pouvoirs, et de renforcer les prérogatives des institutions de contrôle de ces mêmes pouvoirs à même de les prémunir contre la dictature et la corrup-

tion». Et au front de prendre le pouvoir pour responsable de la situation socio-économique du pays qui «s'aggrave de plus en plus», condamnant, au passage, «ses hésitations à reconnaître sa responsabilité». Il refuse aussi à ce que «le peuple paie seul la facture de ses politiques qui ont échoué à tous les niveaux et cherche dans les poches des citoyens de nouvelles ressources financières à l'effet de poursuivre la dilapidation et la corruption».

M. K.

Abdallah Djaballah, président du FJD.

FORUM EL MOUDJAHID

L'hommage à Benabdelmalek Ramdane

Le forum El Moudjahid a accueilli, hier, l'association Machaâl Echahid pour la commémoration du 61^e anniversaire de la mort de Benabdelmalek Ramdane, premier martyr du groupe historique des 22. Devoir de mémoire et de célébration de la Révolution algérienne et de ses symboles ont été au cœur de la réunion.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - L'immortalisation du 1^{er} Novembre 1954 et de cette jeunesse algérienne militante ayant lutté pour son aboutissement et son essor a constitué l'objet de la conférence. D'ailleurs, le destin et l'avenir de l'Algérie ont été et seront toujours «déterminés» par ses jeunes, a assuré le professeur et historien Mohamed Lahcen Mezghani avant de s'adonner à la biographie de Benabdelmalek Ramdane,

premier martyr du groupe historique des 22. Un martyr et une personnalité «exemplaire», l'a-t-il qualifié.

Relatant une enfance avertie et imprégnée des valeurs nationales et patriotiques dans la Constantine des ulémas et de l'émir Abdelkader, le jeune militant né en 1928 avait fait face à la 4^e génération coloniale. Il s'est consacré dès sa tendre jeunesse à la politique et aux questions de «l'identité nationale».

Rejoignant d'abord l'OS dans les années 1940 avant d'être emprisonné à deux reprises en 1952 où il s'était évadé à chaque fois. Il rejoint la cause révolutionnaire dès sa naissance en 1954 pour sa planification. Il est alors nommé vice-responsable du cinquième département.

Enquêtant sur les organisateurs de la Révolution, l'armée française décèle alors quelques personnalités clés. Entre autres Benabdelmalek Ramdane. Des déclarations et affiches le décrivant comme constituant «un danger pour la société civile» ont été distribuées en Algérie, Maroc et Tunisie. Cela s'était néanmoins fait le 5 novembre 1954, 24h

après sa mort lors d'un combat confrontant l'armée révolutionnaire et les forces coloniales.

Le professeur M. Mezghani et le président de l'association Machaâl Echahid ont insisté sur l'importance de rendre hommage à ces personnalités historiques relevant de l'Histoire «glorieuse» de l'Algérie et les meneurs de son indépendance. La mémoire constitue un droit mais aussi «un devoir» : celui de la connaître, et de la perpétuer, «la préserver telle quelle». Ils se disent d'ailleurs «offusqués et déçus» par les récentes déclarations jugées «pathétiques» allant à l'encontre de cet évènement historique et de ses symboles.

N. B.



Photo : NewPress